

Le 26 juin 2007

Rencontre avec Nicolas Sarkozy Déclaration de la Confédération Etudiante

Paupérisation, aggravation des inégalités entre les établissements et entre les étudiants, taux d'échec en premier cycle, difficultés des étudiants pour s'insérer professionnellement : **la situation faite à l'université en France est indigne des défis du XXIème siècle.**

Réformer l'Université française est aujourd'hui une nécessité vitale. L'enjeu est aussi dans la perspective d'une société de la connaissance, d'augmenter le **nombre de diplômés**. Cela signifie une absence de sélection à l'entrée de l'université, une réforme des aides sociales et de l'orientation et cela donne aux universités une nouvelle responsabilité : l'insertion professionnelle de leurs étudiants.

Parce que notre objectif est de gagner sur ces enjeux, la Confédération Etudiante a plutôt choisi l'engagement que la politique de la chaise vide. Et sur ce dossier comme les autres les ambitions des étudiants organisés dans la Cé ne sont

- ni d'approuver béatement toute proposition gouvernementale au nom du fait qu'une réforme est nécessaire
- ni d'être les supplétifs de ceux qui bloquent le système depuis 20 ans.

Monsieur le Président de la République vous avez pris l'initiative de nous réunir aujourd'hui.

Sur un sujet qui engage autant l'avenir du pays, je ne peux que vous inviter à recevoir dans les mêmes conditions, puisque le calendrier le permet désormais, les grandes confédérations syndicales.

Vous avez décidé de réunir les organisations étudiantes, je souhaite donc que vous entendiez ce que les étudiants disent et attendent.

- Ils sont tout d'abord **attaché à une certaine vision de l'égalité** et ils attendent d'une réforme de l'Université qu'elle permette de réduire les écarts qui existent actuellement entre les universités. Cela signifie qu'il ne faut pas imposer un calendrier homogène pour toutes qui ne prendrait pas en compte leur spécificité. Mais cela signifie aussi que l'horizon doit être le passage de toutes les universités à ce nouveau statut par exemple dans une période fourchette de 4 ou 5 ans.
- L'horizon européen tracé par les objectifs de Lisbonne de construire une société de la connaissance, signifie qu'il faut réunir les conditions pour **augmenter le nombre de diplômés de l'université** et notamment le nombre de diplômé de Master. Ce nécessite une réflexion qui ne peut-être traité à la va vite c'est pour cela que nous demandons que disparaisse toute référence aux conditions d'accès au second cycle dans le texte de loi.

- Le renforcement de l'autonomie des établissements doit avoir pour la Confédération Etudiante deux contre parties : **d'une part un renforcement du rôle de l'Etat « Pilote, Financier et Contrôleur »** et **d'autre part le renforcement de la démocratie interne de l'établissement** et de ce point de vue, le compte n'y est pas : nous demandons que soit maintenu dans les conseils d'administration la proportion actuelle d'étudiants.
- Enfin, nous vous avons personnellement interpellé lorsque vous étiez candidat à la présidence de la République pour que soit pris en compte les difficultés que rencontrent les étudiants pour s'insérer professionnellement, pour que nos formations débouche sur l'autonomie, la vraie, celle qui s'acquière par le travail et le revenu qu'il procure. Vous aviez pris l'engagement que l'insertion professionnelle devienne la 3^{ème} mission de l'université, il a fallu batailler pour que cette nouvelle mission soit et reste dans le projet de loi. Mais j'espère monsieur le Président que vous prenez la mesure de ce que cela signifie de faire vivre cette nouvelle mission dans les faits, pour chaque étudiant. De ce que signifie de s'engager sur l'insertion de 10 000, 20 000, 30 000 étudiants par université pour plus de 80 universités. Ce que cela signifie en terme de professionnels, de compétences et de moyens financiers qui aujourd'hui n'existent pas ; et sur ces moyens, nous vous demandons des engagements.

J'en appelle Monsieur le Président de la République, Monsieur le Premier Ministre et Madame la Ministre à votre sens de la responsabilité pour l'avenir des étudiants et de l'Université, le gouvernement doit faire les concessions indispensables à l'émergence d'un accord sur cette loi. Et je crois qu'il est aujourd'hui a porté de main.